

« L'ART DE LA GUERRE »

Les « preuves » secrètes de la CIA contre Assad

par Manlio Dinucci

Alors que le président des États-Unis évoque des preuves de la culpabilité du gouvernement el-Assad, elles restent secrètes afin de protéger les sources et les méthodes de ses services de Renseignement. Il faut donc le croire sur parole, alors que son prédécesseur n'hésitait pas à en fabriquer de fausses. Manlio Dinucci rappelle qu'il existe par contre des preuves tangibles de l'usage par le Pentagone d'armes chimiques dans des conflits récents, y compris en Irak.

RÉSEAU VOLTAIRE | ROME (ITALIE) | 3 SEPTEMBRE 2013



Le gouvernement syrien a réalisé la pire attaque chimique de ce siècle : c'est ce que déclare le président Obama sur la base de l'enquête de la communauté US du Renseignement, le réseau tentaculaire de services secrets composé de 17 organisations fédérales. En premier lieu la CIA, bien connue pour sa rigueur morale et la fiabilité de ses informations, comme elle l'a démontré en organisant les coups d'État les plus sanguinaires (en Indonésie en 1965, au Chili en 1973) et en fabriquant en 2003 les

preuves (exhibées au Conseil de sécurité) justifiant la guerre et l'invasion de l'Irak.

Les résultats de l'enquête sont exposés dans le document de la Maison-Blanche *U.S. Government Assessment of the Syrian Government's Use of Chemical Weapons on August 21, 2013* [1]. Selon de non mieux identifiées « *sources indépendantes* » ce sont les forces gouvernementales qui ont frappé le 21 août avec des armes chimiques 12 localités de Damas. Inutile cependant de chercher les preuves dans le document. Celui-ci n'est qu'un « *résumé déclassifié de ce qui s'est produit* ». Les pages contenant les présumées preuves sont « *classifiées* », c'est-à-dire gardées secrètes pour « *protéger les sources et les méthodes* ». Elles n'ont de ce fait été fournies qu'« *au Congrès et aux partenaires internationaux fondamentaux* » (comme les monarchies absolues du Golfe qui se passent très bien de vrais parlements, NdT).

Le gouvernement étasunien, explique le président Obama, a trouvé les preuves « *sans attendre les inspecteurs des Nations Unies* ». Sans écouter non plus Carla Del Ponte qui, au terme d'une enquête de l'Onu, avait attribué aux « *rebelles* » l'utilisation d'armes chimiques. Et en confirmant que le Conseil de sécurité ne compte pour les États-Unis que quand il donne le feu vert à leurs guerres (en autorisant « *toutes les mesures nécessaires* » comme cela s'était passé contre la Libye), Obama souligne d'un ton méprisant : « *Je continue confortablement sans l'approbation d'un Conseil de sécurité des Nations Unies, jusqu'à présent paralysé et hésitant à juger Assad responsable* » [2].

En réalité il continue, mais pas si « *confortablement* ». Même si la Ligue Arabe (poussée par Kerry) demande « *toutes les mesures nécessaires* » contre Damas, il manque la participation militaire directe de certains alliés européens (due surtout à des difficultés politiques et économiques intérieures). Cameron veut « *une riposte dure* » contre Assad mais a été recalé par le parlement. Merkel déclare que « *l'attaque chimique ne doit pas rester impunie* », mais l'Allemagne ne participe pas à une action militaire. Letta accuse le gouvernement syrien de « *crime contre l'humanité* » et exprime sa « *compréhension* » pour une intervention militaire des USA et de la

France, à laquelle le gouvernement italien ne peut pas participer sans mandat de l'Onu (même s'il y participe en aidant les commandements et les bases étasuniens en Italie à préparer l'attaque, qualifiée par le ministre de la Défense Mauro comme « *un signal à Assad, pas une véritable guerre* ».

Les doutes et les peurs augmentent donc, pendant que les manifestants contre la guerre descendent dans la rue, devant même la Maison-Blanche. C'est alors que le président Obama se souvient qu'il est « *démocratique* », en annonçant que « *pour l'emploi de la force il demandera l' autorisation des représentants du peuple américain au Congrès* ». Il prévient cependant qu'il est prêt à donner à tout moment l'ordre d'attaquer. « *Quel message donnerons-nous si un dictateur peut gazer des centaines d'enfants sans être punis ?* » demande Obama.

Un message a déjà été donné par les États-Unis : en tuant des millions de Vietnamiens, dont de très nombreux enfants, y compris avec l'Agent orange à la dioxine qui après la guerre a continué à provoquer des morts et des naissances de bébés malformés ; en faisant des massacres en Irak, Yougoslavie, Afghanistan et Libye avec des bombes chimiques au phosphore blanc.

Sans qu'un président des États-Unis n'ait jamais été puni.

Manlio Dinucci

[1] *U.S. Government Assessment of the Syrian Government's Use of Chemical Weapons on August 21, 2013*, Voltaire Network, 30 août 2013.

[2] *I'm comfortable going forward without the approval of a United Nations Security Council that, so far, has been completely paralyzed and unwilling to hold Assad accountable*"